

Affaires courantes

[Traduction]

Monsieur le Président, je sais que vous, en tant qu'Albertain, devez avoir très envie de vous lever et de dire: «John Crow, vous nuisez à notre pays. Michael Wilson, faites entendre raison à John Crow, et donnons-nous au Canada une politique de taux d'intérêt conçue au Canada pour aider les Canadiens ordinaires d'un océan à l'autre, d'un bout à l'autre du Canada.» Nous pouvons le faire si nous le voulons. Nous pouvons le faire si nous écoutons le Comité des finances. Je vous invite à vous lever, monsieur le Président, à vous débarrasser de votre toge et à faire un discours avec moi. Nous pouvons sûrement persuader les députés à la Chambre de donner leur accord. Pourquoi n'essayez-vous pas?

Des voix: Bravo!

M. Hawkes: Monsieur le Président, j'ai deux très brèves questions à poser au député. S'il se préoccupe tellement de la politique des taux d'intérêt, pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi son parti n'en a pas fait le sujet du débat de jeudi dernier, qui était une journée réservée à l'opposition? Pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi le NPD craint tellement de débattre de la taxe sur les produits et services à la Chambre?

M. Nystrom: Monsieur le Président, la réponse à cette question est très simple. Jeudi dernier, nous espérions que John Crow comprendrait le bon sens. Nous ne pensions pas qu'il hausserait vraiment le taux d'escompte de 30 points de base. Il nous fallait décider à 11 heures la veille, c'est-à-dire un mercredi, ce que serait le thème de notre journée réservée à l'opposition. À ce moment, nous étions confiants que John Crow comprendrait le bon sens. Après tout, ce sont bien des députés du parti ministériel qui prédisaient deux semaines plus tôt, quand le taux d'escompte a baissé, que le pire était peut-être derrière nous et que le taux d'escompte allait probablement continuer de baisser. Cette baisse a eu un effet favorable, à mon avis, sur le cours du dollar canadien. Pourtant, il a suffi que celui-ci fléchisse légèrement pour que la panique s'empare de John Crow et que le taux d'escompte grimpe de 15 points il y a deux semaines et de 13 points encore la semaine dernière.

Aujourd'hui, nous ne pouvons que proposer l'approbation du rapport présenté par le Comité des finances, sous la présidence du député conservateur de Mississauga, avec l'appui des huit députés conservateurs, des quatre libéraux et des deux néo-démocrates membres de ce

comité. C'est une des rares occasions où les représentants des trois partis siégeant au sein de ce comité s'entendent sur une question qui revêt une telle importance pour le pays.

Je m'étonne que le whip du gouvernement ait même posé la question. Il devrait savoir, lui qui vient de l'Ouest, quelle incidence la politique des taux d'intérêt élevés a sur sa ville et sur l'Alberta. Avec l'expérience qu'il a de la politique, il doit bien être au courant du mécontentement manifesté en Alberta à l'endroit du gouvernement actuel. Il ne peut manquer de savoir que son parti ne se classe pas deuxième, ni même troisième, mais bien quatrième dans les sondages d'opinion réalisés en Alberta, bien que celui-ci ait remporté tous les sièges sauf un lors des élections il y a un peu plus d'un an. Il devrait comprendre, lui qui a un peu étudié la psychologie, que l'une des raisons de cette défaveur, mises à part la TPS et l'incompétence générale du gouvernement, réside dans la politique gouvernementale des taux d'intérêt élevés. S'il y a quelqu'un qui devrait comprendre cela, c'est bien lui, mais je surestime peut-être ses capacités. Si tel est le cas, je m'en excuse auprès de lui.

M. Hawkes: Monsieur le Président, le député ne nous a toujours pas dit pourquoi son parti craint de débattre ici de la TPS. Je voudrais bien le savoir.

M. Nystrom: Monsieur le Président, j'ai déjà dit que la TPS est notamment liée à la politique des taux d'intérêt élevés. Si les conservateurs veulent imposer une TPS sur les Big Macs et sur beaucoup d'autres mets que les gens ordinaires consomment au restaurant, c'est en partie parce qu'ils s'efforcent de rembourser la dette nationale. Et la dette nationale est justement alimentée par la politique des taux d'intérêt élevés.

Je réclame la tenue d'un débat libre et approfondi sur la TPS, non seulement ici, mais encore dans tout le pays. Je défie publiquement le whip du gouvernement de tenir un tel débat avec moi à Calgary. Tenons-le à Calgary! Allons tenir à Calgary un débat public sur les mérites de la TPS! Si le député est le moins courageux, s'il représente vraiment les Albertains, il va relever tout de suite le défi. Je lui pose donc à nouveau la question: Acceptez-vous de tenir un débat à Calgary? Fixons l'heure et l'endroit, retenons les services d'un médiateur impartial et allons-y! D'accord?

M. Hawkes: Monsieur le Président, j'ai fait savoir à la Chambre que je serais ravi de relever ce défi si je n'ai pas à attendre que l'auteur des discours du député mette fin à